

Carnaval

LA RÉPUBLIQUE DES FAUX-SEMBLANTS

Pour Eric Besson, "la France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion, c'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a qu'une France de métissage".

Ça a au moins le mérite d'être clair ! Le ministre ne croit pas à l'identité nationale, ni même au débat qu'il est censé conduire.

Devant une vingtaine d'apprentis et de jeunes en contrat d'alternance, Nicolas Sarkozy a découpé "la traditionnelle galette des rois" enfin, traditionnelle, c'est vite dit puisque, les deux pâtisseries ne contenaient aucune fève car "on ne saurait désigner un roi au sein de la présidence de la République" a cru devoir préciser le chef de l'Etat.

Ça aussi, ça a le mérite d'être clair ! A quoi bon en effet "se la jouer traditionnelle" alors que l'on veut en gommer justement le sens symbolique.

La république de Sarkozy joue à faire semblant et c'est bien là le problème !

Pierre Picace

www.national-hebdo.net

Tous contre Sarkozy...

RÉGIONALES 2010 : COMBIEN DE DIVISIONS ?

UMP, PS, Verts, FN, MoDem... Ils sont tous dans les starting-block. Revue de détails.



UMP : rien ne va plus ?

Depuis les élections européennes de juin, l'horizon s'est obscurci pour l'UMP. La stratégie de rassemblement au premier tour se heurte aux réalités du fourre-tout qu'est devenu la majorité présidentielle. Que ce soit le Nouveau Centre ou bien chez les amis de Christine Boutin, la lutte pour la survie politique souligne les difficultés du parti unique voulu par Nicolas Sarkozy. Entre les arbitrages nécessaires et le bilan du gouvernement à mi-mandat, les élus de la majorité ont des raisons de se faire du souci pour l'avenir. De 7 ou 8 régions jugées gagnables en juin dernier, plus personne à l'UMP ne se risque aujourd'hui à chiffrer une ambition, on estime même que

conserver les deux régions restées dans les mains de la majorité en 2004 ne seraient pas si mal, c'est dire si l'ambiance qui prévaut est à l'optimisme. La grogne des sénateurs et des élus territoriaux à propos des réformes structurelles (taxe professionnelle, ...) Contestation aussi du débat sur l'identité nationale perçue comme étant de nature à redonner de l'air à un Front national jusque-là inaudible. La magnifique manœuvre qui a consisté à pousser les Verts en avant aux Européennes, au-delà de toutes espérances, contraint aujourd'hui Nicolas Sarkozy à courir derrière Cohn-Bendit et Dufflot. « A force de courir après les électeurs de Le Pen et ceux

Suite page 2

Suite de la page I

des Verts, l'UMP va finir vert-de-gris » commente un brin désabusé un élu de la majorité présidentielle.

PS : le grand chelem ?

Grand vainqueur de 2004, vingt régions sur vingt-deux, le PS n'est pas en grande forme, guerre des chefs et panne de programme. Martine Aubry n'en a pas moins déclaré vouloir faire le grand chelem aux prochaines élections. En six ans, les patrons des conseils régionaux sont devenus de véritables petits barons locaux, la décentralisation les a rendus puissants, autonomes de la rue de Solferino. Ségolène Royal et Georges Frêche en sont les exemples les plus « turbulents ». La stratégie du PS pour ces élections va probablement se limiter à taper sur Sarkozy, puisque celui-ci s'est impliqué dans la campagne. Rudimentaire mais en ces temps de crises où le chômage est en hausse et le pouvoir d'achat à la baisse, ça peut suffire pour faire mouche. Le danger pour le PS est sur sa gauche avec des Verts qui pourraient lui disputer des présidences de région. Cécile Duflot se voit bien disputer la présidence de l'Île-de-France à Jean-Paul Huchon. Aux Européennes les « Bobios » avaient permis à la liste d'Europe-Ecologie de taloner la liste PS, mais c'était Cohn-Bendit qui menait la danse...

Les Verts : surfer sur Copenhague

Après les résultats des Européennes, les Verts se prennent à rêver d'une existence propre. Seul parti Vert à progresser en Europe, les listes Europe Ecologie sont une véritable mystification. Le coup de poker réussi de Cohn-Bendit pour assurer sa réélection a donné des idées et de l'ambition à des Verts jusque-là, plutôt pâlots. Plus question donc pour les Verts de s'associer au PS, du

moins au premier tour, ni de chercher une alliance du côté du MoDem. Cohn-Bendit plus pragmatique que ses acolytes les a mis en garde contre ce « cavalier seul ». Surtout que le temps des cadeaux élyséens en leur faveur est révolu. Le fiasco de Copenhague est finalement une chance pour les Verts, qui vont pouvoir faire campagne sans attaquer le bilan des socialistes avec lesquels, ils ont co-gouverné les exécutifs régionaux pendant 6 ans tout en concentrant leurs attaques sur l'échec de Sarkozy lors du sommet. Le pire qui pourrait arriver aux Verts, c'est un hiver rigoureux se prolongeant jusqu'au mois de mars.

FN : le moribond va-t-il ressusciter ?

Moribond en 2007, souffreteux en 2009, ressuscité en 2010 ? C'est peu dire si le Front national attend beaucoup de ces élections régionales. Une situation financière proche de la banqueroute, des cadres en rébellion contre l'autocratie de la fille du chef, le FN semblait avoir les deux pieds dans la tombe. Mais voilà, bien plus qu'avec l'affaire Frédéric Mitterrand, ou Jean Sarkozy, le président de la République ranime la flamme en lançant l'improbable débat de l'identité nationale. Une aubaine que le FN ne laissera pas filer cette fois. Très courtisée par les médias, la nouvelle voix du FN, Marine Le Pen a déjà scié « la branche de l'arbre France » sur laquelle avait été en partie assise la campagne de son père en 2007. Le réveil du Front national inquiète les élus de la majorité et ravie quoiqu'ils en disent les socialistes, qui voient dans ce sursaut un obstacle pour contrarier la stratégie de l'UMP. Présent au second tour dans 12 ou 14 régions, c'est l'objectif que s'est fixé le Front national, pour confirmer son retour sur la scène politique, entre 8 ou 10 c'est le kit de survie, en dessous...

MoDem : personne ne l'aime !

Arrivé troisième à l'élection présidentielle, le MoDem et François Bayrou ont raté le parcours européen. Depuis cela ressemble à une descente aux enfers pour le parti centriste. Tout le monde en veut à son électorat, mais à la condition que le béarnais reste à la maison. Personne ne m'aime, pourrait dire « Caliméro Bayrou ». Pas rancunier Cohn-Bendit a été le seul à lui tendre la main. Dans son propre camp, Corinne Lepage présidente de Cap 21 et du courant écologiste du MoDem est prête à tourner casaque pour rejoindre les Verts. En Languedoc-Roussillon déjà le mouvement Cap 21 a décidé, avec la bénédiction de sa présidente, de rejoindre la liste "Europe-Ecologie". C'est dire si le MoDem n'a pas grand-chose à attendre du premier tour des régionales.

Et pour les autres ?

Côté gauche radical, le Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet ont pris l'ascendant sur le NPA. Olivier Besancenot, restant « droits dans ses bottes » sur son refus d'unité.

Pour la Droite nationale en rupture de ban avec le Front national, ces élections sont l'occasion de se positionner pour l'avenir. Le Parti de la France présidé, par Carl Lang doit présenter des listes dans sept ou huit régions. Sans accès aux médias nationaux, celui-ci ne peut compter que sur le travail de ses militants pour espérer exister. Mais sa présence aux élections est une épine dans le pied du Front national et dans certaines régions, une épine qui pourrait se révéler être mortelle pour franchir la barre de 10% nécessaire pour être présent au second tour.

Pierre Picace

Terrorisme...

MORANO TRAINÉE EN JUSTICE

Après Hortefeux en septembre, le Mrap a décidé de porter plainte contre Nadine Morano pour diffamation raciste", a indiqué le mouvement dans un communiqué. La plainte sera déposée "incessamment", a indiqué jeudi à l'AFP Me Kamel Maouche, qui représente le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), dans cette affaire. Lors d'un débat sur l'identité nationale Nadine Morano avait déclaré à propos des "jeunes musulmans" : "Ce que je veux, c'est qu'il se sente français lorsqu'il est Français, qu'il aime la France quand il vit dans ce pays, qu'il trouve un travail, qu'il ne parle pas le verlan et qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers".

Un traitement qui était jusqu'ici réservé aux représentants de la droite nationale.

Couic...

QUICK, L'HALALITÉ MIS A MAL PAR L'ETAT...

La chaîne de restauration rapide Quick qui a défrayé la chronique récemment en lançant la restauration communautaire dans certaines de ses enseignes appartient à l'Etat français au travers d'une filiale de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

La Caisse des dépôts et consignations capital investissement (CDCCI) a en effet acheté en 2006 la société de droit belge SA Quick Restaurants a un ami de Sarkozy, le milliardaire belge Albert Frère.

Avant l'heure...

DE LA NOTION DE L'URGENCE DANS L'EXPULSION D'UN IMAM ISLAMISTE

Brice Hortefeux a fait procéder à **"l'expulsion en urgence d'un imam islamiste radical, Ali Ibrahim El Soudany"**, a-t-il fait savoir jeudi soir dans un communiqué. L'homme, de nationalité égyptienne, qui prêchait dans des mosquées de Saint-Denis, en région parisienne, a été renvoyé dans son pays d'origine, précise le ministre de l'Intérieur. Selon le Figaro.fr qui narre les motifs de cette **"expulsion en urgence"**, **"l'imam. Ali el-Soudany a été interpellé le 18 décembre dernier. Placé en rétention, puis assigné à résidence, il attendait son expulsion depuis le 19 décembre."** Une urgence toute relative donc, puisque il aura fallu, quand même 21 jours, avant que le **"prêcher de haine"** ne soit effectivement renvoyé vers son pays.

On déplore un tout petit rien...

ALLO, BRICE ! QUELLES NOUVELLES...

1.137 voitures brûlées dans toute la France la nuit de la Saint-Sylvestre. C'est le chiffre officiel, fourni par le ministre de l'Intérieur, vendredi. Soit dix véhicules de moins que l'année dernière. Une "baisse" que le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux s'est empressé de mettre en avant.

Cette année encore, le ministre de l'Intérieur tente de verrouiller l'information. Des consignes ont été données aux préfetures pour rester discrètes sur le nombre réel de véhicules concernés.

En 2007 et 2008, le ministre de l'Intérieur avait été pris en flagrant délit de sous-estimation du nombre de véhicules incendiés lors des nuits du 31 décembre. Europe 1 avait appelé systématiquement les préfetures pour vérifier le décompte officiel.

Alors que la DGPN évoquait 397 voitures incendiées, au matin du 1er janvier 2007, la radio en avait comptabilisé 683 à partir des données préfectorales. Même scénario le 1er janvier 2008 : la DGPN avait signalé 372

incendies de voitures, contre 746 pour Europe 1. Face à ces statistiques, le ministère avait dû corriger son bilan, reconnaissant finalement 878 incendies."

Europe 1 a donc voulu connaître le nombre de voitures incendiées département par département dans la nuit 1er janvier 2010. Une mission quasi-impossible cette année, selon la station.

Les consignes données cette année par la Place Beauvau pour museler l'information sont appliquées à la lettre par les préfetures. Sur toute la France, seule une douzaine ont accepté de répondre à Europe 1. Pour les autres, pas question de braver les ordres du ministère. Lundi midi, Brice Hortefeux a rappelé les instructions au point qu'une préfeture un peu trop prolixes a rappelé la station, pour s'assurer de la discrétion de la radio.

Toujours selon la station, **" la seule information significative, arrachée sous couvert d'anonymat : en province, le département du Nord a pris la tête du palmarès des voitures brûlées. Impossible, cependant, d'obtenir un chiffre exact."**

Point de vue

Par Eric Pinel président de France Ecologie Environnement, membre du Bureau politique du Parti de la France



Pour reprendre l'image convenue : à Copenhague, la montagne a donc accouché d'une souris. Nous ne nous en réjouissons pas, car des nations incapables de s'entendre font indiscutablement dans cette affaire le jeu des adeptes d'une gouvernance mondiale. Ces derniers parlent déjà de créer un nouveau machin, calqué sur les méthodes de l'OMC, et chargé de dicter aux nations leurs quotas d'émissions de CO₂.

Il ne fallait pas s'attendre à mieux de la part de la diplomatie américaine, qui s'est affirmée une fois de plus comme l'intermédiaire incontournable des lobbies qui dirigent le monde. La Chine, quant à elle, se voit confirmée dans son rôle de bombe à retardement environnementale. Le Parti de la France, s'il n'est pas dupe des arrière-pensées qui motivent le dogme du réchauffement planétaire, déplore néanmoins que la lutte contre les pollutions et les gaspillages connaisse un tel flop, en dépit des gesticulations du petit Nicolas.

<http://pdf.hautetfort.com/>

Souris verte...

COPENHAGUE : LA FAUTE AU MULTILATÉRALISME

Après Copenhague, Nicolas Sarkozy poursuit son offreensive en direction des écologistes. Il a reçu des représentants de Greenpeace, de WWF, les Amis de la Terre et des membres du GIEC comme Jean Jouzel et Hervé Le Treut.

Au menu, un debriefing des négociations qui ont eu lieu à Copenhague et comme il fallait un peu s'y attendre de faire porter l'échec du sommet sur "le multilatéralisme, de l'absence de leadership". Ni l'ONU, ni l'Europe n'ayant pu s'imposer dans le face-à-face entre la Chine et Etats-Unis. En bref, il s'agit d'accréditer, l'urgence d'une gouvernance mondiale.

Axel Richter

Couac...

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : SARKOZY NE LUI DIT PAS MERCI !

Le Conseil constitutionnel a rejeté le texte instituant la taxe carbone. Celui-ci a jugé que les exemptions trop nombreuses à cette taxe créaient une rupture de l'égalité devant l'impôt.

Un revers pour le président Nicolas Sarkozy qui voulait ce nouvel impôt. Le Premier ministre François Fillon a immédiatement annoncé qu'un nouveau dispositif sera présenté en Conseil des ministres le 20 janvier en tenant "pleinement compte des observations du Conseil constitutionnel".

Le Conseil constitutionnel a considéré, selon un communiqué publié mardi soir, que "l'importance des exemptions totales de contribution carbone était contraire à l'objectif de lutte

contre le réchauffement climatique et créait une rupture d'égalité devant les charges publiques".

" Moins de la moitié des émissions de gaz à effet de serre aurait été soumise à la contribution carbone ", en raison des multiples exemptions.

Etaient totalement exonérées de contribution carbone les émissions des centrales thermiques produisant de l'électricité, les émissions des 1018 sites industriels les plus polluants (raffineries, cimenteries, cokeries...), les émissions du transport aérien et celles du transport public routier de voyageurs .

" Ces exemptions auraient conduit à ce que 93 % des émissions d'origine industrielle, hors

carburant, soient exonérées de contribution carbone", selon les sages du Palais Royal.

Le Conseil présidé par le très "chiraquien" Jean-Louis Debré a pris la décision de "censurer l'ensemble du régime relatif à cette contribution".

Un cadeau de fin d'année dont se serait bien passé Nicolas Sarkozy qui avait fait de cette nouvelle taxe, un cheval de bataille, pour marcher sur les brisées des Verts.

Le PS qui avait introduit le recours devant le Conseil constitutionnel a estimé que cette annulation constituait "une lourde défaite pour le président de la République, qui s'était personnellement engagé".